

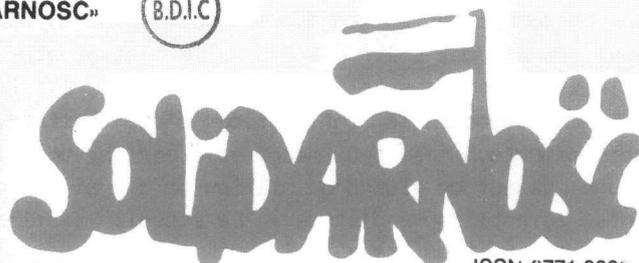
UNIVERSITE PARIS
Bibliothèque
Internationale
de la
Université
de Paris

NEWS

Bi-mensuel

Date :

le 15 mai 1987



Solidarnosc

ISSN 0771-9386

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No :

90

FRANCIS BLANCHARD, directeur-général du Bureau International du Travail, en visite en Pologne du 8 au 13 mai, a rencontré Lech Walesa, président de NSZZ "Solidarnosc", avec lequel il s'est entretenu pendant quatre heures de diverses questions syndicales, notamment le pluralisme syndical en Pologne, le respect des conventions internationales du travail et la participation suspendue de la Pologne à l'OIT.

AU FAIT DE PENURIES DE ...

Voici des extraits d'une publication du Comité Central du POUP du 14 mars, basée sur des données établies par les comités provinciaux du parti:

VARSOVIE: Des pénuries de tuyaux et d'équipements de mesures ont entraîné un arrêt de plusieurs jours de la chaîne de montage de tracteurs légers à l'usine Ursus.

-- Une pénurie de tapis de sol est relevée à l'usine automobile FSO. Les véhicules quittent la chaîne de montage incomplets.

-- Les fournisseurs d'étain pour peinture métallisée aux aciéries de V-vie ont livré moins que commandé: au lieu de 47 tonnes demandées, 5 tonnes seulement ont été livrées.

SLUPSK: A l'entreprise de meubles locale, le manque de mousse de polyuréthane a entraîné l'arrêt de l'usine n°2.

-- Les tanneries "Alka" de Kepice (600 employés) sont à l'arrêt du fait de la non-livraison de cuir. Des insuffisances continuelles de colle menacent la production des usines de chaussures "Alka".

-- La fonderie "Spomel" de Leborg a suspendu sa production en raison de livraisons insuffisantes de métaux et de fonte.

KIELCE: Une entreprise de Staporkow a décidé d'arrêter un four en raison de la déficience de la coopération avec d'autres usines.

RZESZOW: Les entreprises graphiques rencontrent de sérieuses difficultés de production du fait de pénuries de papier. Bien que l'usine est chargée de commandes gouvernementales de manuels scolaires, elle n'a pas reçu les quantités de papier nécessaires. Les stocks (42 tonnes) suffiront pour une semaine.

WALBRZYCH: L'entreprise radiophonique "Diora" de Dzierzonow a arrêté trois lignes de production suite à des difficultés de coopération; 100 travailleurs sont en congé temporaire.

-- La poursuite de la production de composants électroniques pour machines à laver est remise en cause aux entreprises "Predom-Fermet" de Swiebodzin qui ne peut obtenir des matériaux synthétiques d'importation.

-- 31 travailleurs ont été mis en congé aux usines de

meubles de Bystrzyca en raison de l'insuffisance de mousse de polyuréthane.

-- Enfin, les usines chimiques "Bielaw" rencontrent de sérieuses difficultés de production en raison de pénuries de colorants et produits chimiques.

EN REACTION A LA HAUSSE DES PRIX ...

-- Les travailleurs de l'atelier de réparations de l'usine Ursus ont entamé une grève le 30 mars à 6 heures et une partie de la chaîne de production a été arrêtée. Ils se sont vu offrir presque immédiatement des augmentations de salaires individuelles d'environ 2 mille zlotys.

-- Les ouvriers de l'usine d'équipements de contrôle nucléaire près de Varsovie ont lancé une grève le même jour. Une heure plus tard, le directeur leur a promis des augmentations de 2 mille zł.

-- Les ouvriers en grève du Département d'Assemblage et d'Entretien de l'Entreprise de construction municipale de Lublin à Leczna se sont vu concéder des hausses de salaires par la direction le 28 mars.

-- La direction de la Coopérative de Miel de Tomaszow Lubelski a promis d'accéder aux revendications salariales des ouvriers.

SUIVANT L'ARTICLE 52A ...

-- Un tribunal de délits mineurs a condamné à 50 mille zł d'amende et à la confiscation du véhicule, Maria Swistak qui avait été arrêtée en février alors qu'elle montait dans une voiture avec quelques exemplaires de tracts indépendants.

-- Le cheminot P. Wasilewski a été condamné à 12 mille zł d'amende par le tribunal de délits mineurs de Biala Podlaska pour avoir déployé le drapeau national, une croix et des emblèmes de "Solidarnosc" dans un bureau.

-- L'étudiante Elizabeth Jaremczak a été condamnée à 35 mille zł d'amende par un tribunal de délits mineurs de Cracovie pour distribution de publications indépendantes. La police a perquisitionné son domicile le 27 mars, à la veille du "Samedi chez soi", une initiative des étudiants de Wroclaw pour protester contre les cours obligatoires du samedi.

-- Le conseil provisoire de NSZZ "Solidarnosc" de la région Centre-Est a diffusé la déclaration suivante:

"De novembre 1986 à mars 1987, 19 personnes ont été condamnées dans notre région par des tribunaux de délits mineurs pour activités indépendantes. Dix cas concernaient la création, le fonctionnement ou l'aide au conseil provisoire de notre région; 7 cas étaient liés à l'impression de publications indépendantes; 2 cas concernaient le port de symboles de "Solidarnosc".

4°P. 12007

Deux personnes ont été condamnées deux fois. Le montant total des amendes s'élève à 845 mille zlotys, plus 47,5 mille zl d'amendes supplémentaires. De plus, les tribunaux ont ordonné la confiscation d'une voiture, de trois magnétophones, deux machines à écrire, une offset (d'une valeur de plus d'un million de zl) et de documents scientifiques d'études. Le conseil exprime sa gratitude à tous ceux qui ont aidé à payer ces amendes".

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE ...

-- Krzysztof Kowalski et Dariusz Stolarski, condamnés le 30 mars à 50 mille zlotys chacun selon l'art. 52a du code des délits mineurs, ont été sévèrement battus au poste de police de Plock avant d'être présentés au tribunal. Kowalski a perdu connaissance après avoir été frappé au ventre et à la tête. Atteint d'un nouveau malaise à son domicile, il a été hospitalisé pour quelques jours. Le diagnostic médical a révélé une commotion et une paralysie de l'oeil gauche. Il faut noter que Kowalski est soumis à un traitement neurologique depuis qu'il a été battu par la police en décembre 1986.

-- La police a été appelée suite à la disparition du registre de classe de 8ème année de l'école primaire n°223 de Varsovie. Les policiers ont interrogé les élèves dans le bureau du directeur le 19 mars; deux élèves ont été battus. L'intervention d'un enseignant a été nécessaire pour que l'interrogatoire se poursuive sans brutalité en présence du directeur.

-- Jadwiga Morawiecka, épouse du leader clandestin de "Solidarité Combattante", a adressé une lettre au Procureur Régional de Wroclaw l'informant de la stricte surveillance à laquelle la soumet la police de sécurité depuis la mi-mars. Elle est constamment suivie dans ses déplacements par deux voitures dont les passagers relèvent les noms des personnes qu'elle visite. Elle a également été interpellée par deux fois (les 23 et 25 mars) sous le prétexte de contrôle routier; la deuxième fois, elle a été emmenée au commissariat de police pour un interrogatoire de deux heures. Sa voiture lui a été rendue abîmée. La fille de 17 ans de Hanna Lukowska-Karnia, suspectée par la police de collaborer clandestinement avec Kornel Morawiecki, est également surveillée étroitement par la police.

-- En réponse à la demande de Wiktor Kulerski de réinsertion comme instituteur à son ancien poste et à un autre (où des postes sont vacants), l'Office Régional Educatif de Varsovie a déclaré "qu'il n'y a pas de pareille possibilité". Kulerski est membre de la commission régionale exécutive de "Solidarnosc", sortie de la clandestinité en novembre dernier.

NON-CENSURE

JAN SIDOROWICZ, militant de "Solidarnosc" à l'usine de télévision Polkolor, a été licencié pour la deuxième fois. Bien que lors de la première procédure, l'appel qu'il avait introduit avait été reconnu légalement, la direction a refusé de le réintégrer. Czeslawa Kuzniewska, militante du Syndicat, est dans la même cas. La direction a rejeté sa demande d'engagement à l'usine Hortex. Ces deux licenciements sont clairement politiques; les qualités professionnelles de ces deux militants sont reconnues.

LES REGLEMENTS officiels des entreprises étrangères ont été changés trois fois sur les cinq dernières années, chaque fois en pire. Il n'est pas étonnant que le nombre d'entreprises étrangères de la région de Varsovie soit passé de 194 à 180 à la fin du dernier plan économique.

COMME PREVU, la 2ème étape de la réforme économique sera limitée à "un renforcement des innovations actuelles et à la consolidation des tendances positives; alors que les réformes institutionnelles ne débiteront pas avant les années 90", a déclaré F. Kubiak, vice-président de la Commission Centrale du Plan. Cette position a suscité de sévères critiques des économistes de la Commission des Réformes Economiques, exprimées succinctement par le prof. C. Jozwiak: "il est clair que cette politique vise à retarder la réforme plutôt qu'à l'accélérer".

"LES NOUVELLES JURIDIQUES", n°5, ont publié les résultats d'un sondage officiel de l'opinion publique mené en 1986: 46% considèrent l'égalité devant la loi comme une fiction, 46% considèrent que les tribunaux protègent essentiellement les intérêts de l'Etat et non du citoyen, 80% estiment que pour le même délit, des personnes sont condamnées différemment selon leurs occupations et leurs positions, 44% affirment catégoriquement que les juges sont soumis à des pressions "d'en haut" et 41% que les peines sont fixées en collaboration avec divers "services institutionnels"; enfin, 62% des sondés estiment qu'il y a "beaucoup de discours mais peu d'actes" dans la prévention et la lutte contre la pathologie sociale.

LES MINIMA sociaux (par personne et par mois), calculés par l'Institut du Travail et des Affaires Sociales, ont été rendus publics par le directeur, prof. A. Rajkiewicz: un isolé - 10.710 zlotys; un membre d'une famille ouvrière de 4 personnes - 8.720 zl; un isolé agé - 9.590 zl; un membre d'un couple retraité - 8.455 zl. Ces montants moyens (qui ne comprennent pas l'alcool et le tabac mais reprennent 10% de dépenses personnelles) sont comparables à ceux que le groupe économique indépendant "Siec" estime constituer les minima absolus de subsistance.

LES HAUSSES DE PRIX, unique moyen utilisé par les autorités pour réduire les déséquilibres du marché, commencent même à inquiéter les économistes proches du pouvoir. "J'invite à rejeter la thèse erronée selon laquelle les hausses de prix résultent de la seconde étape de la réforme économique", a déclaré le prof. Baka. De même, le prof. Pajestka a affirmé que "le problème du déséquilibre du marché ne peut être résolu par des hausses, ni même par des mesures visant les revenus, car dans quelques mois, nous nous retrouverons face à la nécessité de rétablir l'équilibre par un ajustement des prix. Le quatrième sera-ce? Ni le gouvernement, ni la société ne pourront le supporter".

*_*_*_*_*

SOURCES: Tygodnik Mazowsze 8.IV.87; Wola 16.III.87, 23.III.87.